

~~A l'occasion des 150 ans de la Commune de Paris, Contretemps va publier du 18 mars au 4 juin une lettre quotidienne rédigée par Patrick Le Moal, donnant à voir ce que fut [la Commune au jour le jour](#).~~

Capitulation de Strasbourg

Depuis le déclenchement de la guerre contre la Prusse le 19 juillet, les défaites s'accumulent. À partir des premières, les 4 et 6 août, jusqu'à la capitulation de Sedan le 2 septembre, et tandis que 100 000 soldats dont Napoléon III lui-même sont faits prisonniers, une bonne partie de l'armée française a été désagrégée face à la machine de guerre prussienne. Toul a capitulé le 23 septembre, aujourd'hui c'est Strasbourg. Depuis le 19 septembre, une armée de 180 000 Prussiens encercle la capitale et la coupe du reste du pays : ils veulent affamer Paris.

Lors de l'instauration de la République le 4 septembre, on pensait que l'élan national républicain était capable de bouter le Prussien hors de France, comme cela avait été le cas lors de la levée en masse de 1792 et 1793. Mais l'organisation, l'armement moderne de l'armée prussienne et la politique du gouvernement de Défense nationale qui craint avant tout la mobilisation en masse, n'ont pas encore permis d'inverser la tendance.

Ce gouvernement se souvient-il d'où il vient ?

Dès la capitulation de Sedan, on avait vu les tergiversations des députés républicains. Le soir du 3 septembre, à la foule immense pressée aux grilles du Corps législatif qui criait « Vive la République », Gambetta répondait : « Vous avez tort, il faut rester unis, ne pas faire de révolution. ». Si Paris avait écouté la Gauche, la France capitulait ce jour-là. Le lendemain la foule est entrée dans le parlement pour ne pas les laisser faire.

Témoignage. Prosper-Olivier Lissagaray, 32 ans, journaliste à La Marseillaise

Paris accourt. Des bourgeois se souvenant qu'ils sont gardes nationaux ont endossé l'uniforme, pris le fusil et veulent forcer le pont de la Concorde. Les gendarmes, étonnés de voir des gens si bien livrent le passage ; la foule suit et envahit le Palais-Bourbon. A une heure, malgré les efforts désespérés de la Gauche, le peuple engorge les tribunes. Il est temps. Les députés, en travail de ministère, essaient de saisir le Gouvernement. La Gauche seconde de toutes ses forces cette combinaison, s'indigne qu'on ose parler de République. Le cri éclate dans les tribunes, Gambetta fait des efforts inouïs, conjure le peuple d'attendre le résultat des délibérations. Ce résultat, on le connaît d'avance. C'est une commission de gouvernement nommée par l'Assemblée. C'est la paix demandée, acceptée à tout prix ; c'est, au bout de la honte, la monarchie plus ou moins parlementaire ; une vague nouvelle enfonce les portes, remplit la salle, chasse ou noie les députés. Gambetta, jeté à la tribune doit prononcer la déchéance. Le peuple veut plus : la République ! emporte les députés de la Gauche pour l'aller proclamer à l'Hôtel-de-Ville. Jules Favre, Jules Simon, Jules Ferry, Gambetta, Crémieux, Emmanuel Arago, Glais-Bizoin, Pelletan, Garnier-

~~Pages, Picard, se déclarèrent Gouvernement, lurent leurs noms à la foule. Il y eut~~
bien des réclamations. On leur cria des noms révolutionnaires : Delescluze, Ledru-Rollin, Blanqui ; Gambetta très applaudi, démontra que seuls les députés de Paris étaient aptes à gouverner. Cette théorie fit entrer au Gouvernement Rochefort ramené de Sainte-Pélagie et qui apportait de la popularité. Ils envoyèrent au général Trochu, pour le supplier de diriger la défense. Le général avait promis, sur sa parole de Breton, catholique et soldat, « de se faire tuer sur les marches des Tuileries pour défendre la dynastie ». Les Tuileries n'ayant pas été attaquées, — le peuple les dédaigna, — Trochu, délesté de son triple serment, monta les marches de l'Hôtel-de-Ville. Il exigea qu'on lui garantît Dieu et il voulut la présidence. On lui donna la présidence et le reste. Douze citoyens entrèrent ainsi en possession de la France. Ils se déclarèrent légitimés par l'acclamation populaire. Ils prirent le grand nom de Gouvernement de la Défense nationale. Cinq de ces douze-là avaient perdu la République de 1848.

C'est la course de vitesse entre la foule républicaine et révolutionnaire massée à l'Hôtel de Ville et ces députés qui ne veulent pas être débordés par le mouvement populaire. À l'Hôtel de Ville, les républicains, révolutionnaires, radicaux, socialistes, dont Blanqui, qui ont la ferme volonté de transformer ce rassemblement en insurrection sont en première ligne.

Pour empêcher une proclamation révolutionnaire de la République qui n'émanerait pas d'eux pour démobiliser la foule et la renvoyer dans ses foyers, dès leur arrivée dans la salle du trône les députés de gauche, Gambetta et Favre, proclament la république.

Pendant un instant, la république sociale était possible, mais le peuple de Paris, oubliant leurs trahisons passées, soucieux d'unité devant l'avancée de l'armée prussienne, accepta que ces parlementaires escamoteurs de révolution prennent le pouvoir en utilisant la force du mouvement populaire.

Tous les hauts fonctionnaires bonapartistes s'esquivent sans bruit ... préférant leur laisser le pouvoir pour que rien ne change.

La vague révolutionnaire provinciale

Lorsque la nouvelle des événements des 3 et 4 septembre, la défaite de Sedan, la capture de l'empereur et la proclamation de la République a été connue dans le pays, le jour même ou le lendemain, un vent de liberté s'est levé qui libéra les énergies populaires.

Cela avait commencé bien avant dans certaines villes. Dès août dernier, après la défaite de Forbach le 6, une agitation visant à proclamer la République avait commencé à Marseille où 40 000 manifestant-es installèrent le 10 août un Comité d'action révolutionnaire, et à Lyon où le 13 un comité de salut public et un comité militaire sont mis en place.

Dans toutes les villes les sociétés d'enseignement, les cercles maçonniques, la presse républicaine structurent l'opposition. Les grands problèmes politiques se débattent dans des réunions fréquentées et houleuses, comme dans la salle Valentino à Lyon, le Bataclan à Marseille. Lors dès les élections municipales des 6 et 7 août 1870, de nombreuses municipalités ont placé à leur tête des républicains, parfois radicaux. Des organisations ouvrières commencent à se créer un peu partout, dans le feu des grèves des années

~~1860-1870, à tel point que le congrès ouvrier du 13 mars 1870 à Lyon rassemble 5 à 6000 délégués.~~

Après le 4 septembre, la République est proclamée, ici avec enthousiasme par le maire républicain récemment élu, là par la simple lecture de la dépêche officielle. Mais partout ce sont des scènes de liesse populaire, aux cris de « Vive la république ! » « Vive la France ! ». Les préfets bonapartistes se retirent sans résistance.

Dans toutes les villes importantes et moyennes les républicains, souvent en lutte contre le clergé qui avait toujours manifesté son soutien à l'empire, demandent vite d'aller au-delà du remplacement des préfets et des maires. Car ces remplacements ne sont que symboliques : toute l'administration, la justice restent aux mains de fonctionnaires d'empire. Parfois les mobilisations imposent de nouveaux conseils municipaux, des comités de salut public, des comités de défense. Pour vaincre la Prusse, partout se constituent de nouveaux bataillons de Gardes nationaux qui sont une réponse patriotique républicaine à l'invasion. En outre, en étant commandés par des officiers républicains, ils sont un élément essentiel de défense de la République. Le débat sur leur armement fait rage.

Très tôt, un certain nombre d'événements sensibilisent sur les menaces qui pèsent sur la nouvelle république, l'attitude des nouveaux préfets et font vite apparaître des tensions entre tous ceux qui étaient alors unis dans l'opposition à l'empire, ils vont, une fois « au pouvoir », se séparer entre « modérés » et « intransigeants ».

Dans les deux grandes villes qui ont majoritairement voté « non » au plébiscite de mai, le mouvement est plus important.

À Lyon

Le 4 septembre, le « comité de salut public », composé de républicains et de quelques militants de l'Internationale, proclame la république dès 9 heures du matin, avant même Paris, il placarde une affiche décrétant la déchéance de l'empire et s'empare sans résistance de l'Hôtel de Ville, y arbore le drapeau rouge, organise la défense de la ville, lève un emprunt patriotique et envisage de mettre en place un programme de travaux pour les chômeurs. Le nouveau préfet nommé par Gambetta qui arrive le 6 septembre est soigneusement tenu à l'écart. Bakounine, qui est arrivé le 15 septembre, et ses partisans trouvent cela insuffisant. Soutenus par plusieurs bataillons de la Garde nationale et d'ouvriers privés de travail par la guerre, ils mettent en place le 17 septembre 1870, au cours d'une réunion publique, un « Comité Central du Salut de la France », composé de délégué-e-s de différents quartiers de la ville qui prépare une insurrection en coordonnant les groupes révolutionnaires, les associations ouvrières et les milices de citoyens-nes. Le 26 septembre 1870, dans la salle de la Rotonde aux Brotteaux, au cours d'une réunion tenue devant 6 000 personnes, est proclamée la Fédération révolutionnaire des Communes, qui veut décréter un emprunt forcé, la peine de mort contre les riches fugitifs, la destitution de tous les officiers et chasser de l'Hôtel de Ville le préfet Challemel-Lacour et le conseil municipal.

On y donne lecture de l'affiche rouge, qui sera collée partout dans la ville, dont le texte suivant est acclamé.

« La situation désastreuse dans laquelle se trouve le pays ; l'impuissance des

~~pouvoirs officiels et l'indifférence des classes privilégiées ont mis la nation française au bord de l'abîme.~~

Si le peuple organisé révolutionnairement ne se hâte d'agir, son avenir est perdu, la révolution est perdue, tout est perdu. S'inspirant de l'immensité du danger et considérant que l'action désespérée du peuple ne saurait être retardée d'un seul instant, les délégués des comités fédérés du salut de la France, réunis au Comité central, proposent d'adopter immédiatement les résolutions suivantes :

Article 1er. – La machine administrative et gouvernementale de l'État, étant devenue impuissante, est abolie. Le peuple de France rentre en pleine possession de lui-même.

....

Art. 5. – Toutes les organisations municipales existantes sont cassées et remplacées dans toutes les communes fédérées par des comités de salut de la France, qui exerceront tous les pouvoirs sous le contrôle immédiat du Peuple.

Art. 6. – Chaque comité de chef-lieu de département enverra deux délégués pour former la convention révolutionnaire du Salut de la France. »

Ce matin, plusieurs milliers d'ouvriers et ouvrières en armes ont manifesté sur la Place des Terreaux. Les terrassiers revendiquant pour leurs salaires ont envoyé une délégation dans l'Hôtel de ville. C'est alors qu'une centaine d'hommes ont forcé une porte latérale de l'Hôtel de Ville, et y sont entrés avec Saignes, Bakounine, Bastelica, ont fait prisonnier le préfet. Du haut du balcon, Saignes a lu le manifeste, et les manifestant-tes ont petit à petit regagné leurs quartiers. Soutenus par une fraction trop mince de la population, les derniers occupants ont été facilement dispersés dans la soirée par la troupe et des gardes nationaux loyalistes.

À Marseille

Dès l'arrivée de l'information le 4 septembre, une foule de 20 000 personnes a libéré les prisonniers de la commune d'août dernier, envahi la préfecture, obligé le préfet à fuir, constitué une garde civique composée d'ouvriers pour la plupart membres de l'Internationale. Une commission départementale, fusionnant la municipalité et le comité de salut public s'est installée à la Préfecture, a été quittée dans la soirée par les trois élus des plus modérés qui ont refusé que le drapeau rouge soit hissé sur la préfecture.

Gambetta a nommé un républicain radical, Alphonse Esquiros, comme administrateur du département. Il arrive le 7 septembre, acclamé par la foule. Il va rapidement prendre ses distances avec le gouvernement. S'appuyant sur la garde civique, et pas l'armée, il réduit la journée de travail des mineurs à 8 heures, épure l'administration, l'armée et la magistrature, et forme un comité local de défense nationale.

Le 9 septembre, lors d'un meeting à l'Alhambra, Bastelica, le dirigeant marseillais de l'Internationale, réclame pour lutter contre l'incurie du gouvernement la création d'un Gouvernement du Midi qui ferait lever l'impôt en masse sur les riches pour armer les

Le 18 septembre à Marseille, la Ligue du Midi est formée en présence de 48 délégués de 13 départements du Languedoc et de la vallée du Rhône avec les villes de Marseille, Lyon, Grenoble et Montpellier, pour la défense nationale de la république, de la nation malgré le gouvernement de Paris, de Tours. Elle se dote d'un programme le 22 septembre, qui prévoit la levée d'un impôt de 30 millions sur les riches, la confiscation des biens des traîtres, la séparation de l'Église et de l'État, l'épuration, la liberté de la presse, l'élection des juges,

Quels effets auront sur la Ligue les événements d'aujourd'hui à Lyon ?

Le gouvernement place ses hommes, les révolutionnaires s'organisent

Dès le 4 septembre, les internationaux ont interpellé le gouvernement « acclamé » par la foule qu'ils avaient décidé de ne pas attaquer frontalement et demandé l'organisation d'élections municipales, la suppression des lois liberticides, l'annulation de toutes les condamnations politiques, l'armement des Français et la levée en masse.

Si le gouvernement a remis en liberté tous les détenus politiques, il refuse d'organiser des élections municipales, et ajourne les élections législatives. Il nomme des hommes à lui partout, les préfets, les maires des grandes villes, à Paris le maire et ceux des arrondissements. Il cherche à traiter avec Bismarck, sans succès, et refuse de s'engager à la levée en masse nationale. Cette question est essentielle pour les révolutionnaires. Armer le peuple ouvrier, c'est à la fois organiser la défense et garantir la république. En effet jusqu'au 4 septembre, les 60 bataillons parisiens de la garde nationale, soit 24 000 hommes, étaient essentiellement les bourgeois.

Pour l'organisation de la défense, la gauche est disponible et présente. Le 7 septembre, dans le premier numéro de son journal La Patrie en danger, Blanqui et ses amis, offrent « au Gouvernement provisoire leur concours le plus énergique et le plus absolu » comme le montre l'affiche annonçant la parution du journal.



À Paris, sous la pression populaire, la situation évolue vite face à l'avancée de l'armée prussienne. Dès le 7 septembre la décision est prise de former 60 nouveaux bataillons de gardes nationaux composés au maximum de 1500 hommes, qui devraient être armés dans les 48 heures. Le 12 septembre, il est décidé que tous les combattants bénéficieraient d'une solde quotidienne de 1,50 franc (les « trente sous ») versés par les maires d'arrondissement. Le 14, le général Trochu passe en revue la Garde nationale sur les boulevards. Il y a près de 250 bataillons regroupant aux environs de 300 000 hommes.

Le peuple ouvrier de Paris s'organise

Dès le 5 septembre, plusieurs centaines d'ouvriers réunis à l'initiative des Internationaux et des chambres syndicales ont décidé la création dans chaque arrondissement de comités de vigilance, ou de défense, pour contrôler les maires, recueillir les réclamations et constituer un Comité Central des 20 arrondissements avec les délégués de ces comités. Les maires n'apprécient pas cette mobilisation : à l'exception des XI^e et XVIII^e arrondissements, ils n'ont pas de local dans les mairies.

Le Comité central des 20 arrondissements est constitué le 11 septembre, composé d'ouvriers, d'employés, d'écrivains connus dans les mouvements révolutionnaires et les réunions de ces dernières années. Il s'installe dans la salle de la rue de la Corderie, prêtée par l'Internationale et la Fédération des Chambres syndicales. Face aux républicains bourgeois, c'est un embryon de représentation des ouvriers et des couches populaires. Il publie dès le 14 septembre une proclamation affichée dans tout Paris qui présente un programme politique et de mobilisation militaire.

**Comité central républicain de défense nationale des vingt
arrondissements de Paris**

1° — MESURES DE SÉCURITÉ PUBLIQUE

Supprimer la police telle qu'elle était constituée, sous tous les gouvernements monarchiques, pour asservir les citoyens et non pour les défendre;
La remettre tout entière entre les mains des municipalités élues;
Nommer par quartier, dans les grandes villes, les magistrats chargés de veiller à la sécurité publique sous leur responsabilité personnelle et directe. Dissoudre tous les corps spéciaux de l'ancienne police centralisée, tels que sergents de ville, agents dits de la sûreté publique, gardes de Paris ;

Confier à la garde nationale, composée de la totalité des électeurs, et en particulier à des vétérans pris dans son sein, la mission d'assister les nouveaux magistrats de la police municipale dans l'exercice de leurs fonctions ;

Appliquer aux magistratures de tous ordres les deux principes de l'élection et de la responsabilité;
Abroger toutes les lois restrictives, répressives et fiscales contre le droit d'écrire, de se réunir et de s'associer.

2° — SUBSISTANCES ET LOGEMENTS

Exproprier, pour cause d'utilité publique, toute denrée alimentaire ou de première nécessité actuellement emmagasinée dans Paris, chez les marchands en gros et de détail, en garantissant à ceux-ci le paiement ... Répartir les approvisionnements classés par nature entre tous les habitants de Paris au moyen de bons qui leur seront périodiquement délivrés dans chaque arrondissement au prorata : 1° du nombre de personnes composant la famille de chaque citoyen ; 2° de la quantité de produits consommables constatés par les commissions ci-dessus désignées ; 3° de la durée probable du siège.

Les municipalités devront encore assurer à tout citoyen et à sa famille logement qui leur est indispensable.

3° — DÉFENSE DE PARIS

Faire élire immédiatement par la garde mobile tous les chefs qui la doivent conduire au feu, ceux qui la commandent actuellement lui ayant été imposés jusqu'à ce jour ;

... Délivrer au plus vite à tous les citoyens des armes à longue portée et leur distribuer en même temps la quantité de cartouches et de munitions de guerre suffisante pour qu'ils soient en mesure de repousser toute attaque éventuelle;

.... Préparer dès maintenant les postes de défense intérieure, les communications secrètes et tous les engins de destruction susceptibles d'être employés contre l'ennemi, même par les femmes et par les enfants, Paris républicain étant résolu, plutôt que de se rendre, à s'ensevelir sous ses ruines.

4° — DÉFENSE SES DÉPARTEMENTS

Décréter la levée en masse de tous les Français sans exception, et la réquisition générale de tout ce qui peut servir à la défense.

...

En présentant ces mesures d'urgence, les soussignés sont convaincus que le Gouvernement de la défense nationale se hâtera de les transformer en décrets pour le salut de la patrie et de la République.

Pour le Comité républicain et par délégation des Comités d'arrondissement : Les membres présents à la réunion du, 13 au 14 septembre, G. CASSE. CH.-L. CHASSIN. F. CHATÉ. CHAUSSE. COUSIN. G. CLUSERET. DEMAY. CH. DUMONT. A. DUPONT. N. GAILLARD. G. GENTON. H. HERNU. J. JOHANNARD. KERN. LANJALLET. LEFRANÇAIS. LEYERDAYS. LONGUET. LONGAT. P.-A. LUTZ. A. LECOT. E. LÉGER. G. MALLET. MAINIER. MARCHAND. MILLIERS. MARCHAL. MALON. F. MANGOLD. MYARD. G. MOLLIN. E. OUDET. M. PORTALIER. J. PÉRIN: PAGNERRE. PHILIP. PILLION.— PINDY. RANVIER. E. ROY. E. ROULLIER. THÉLIDON. THONNELIER. TOUSSAINT.E. VAILLANT. J. VALLÈS. VERTUT. M. WOOG.

L'annonce de la négociation du 20 septembre entre Bismarck et Jules Favre est un choc pour les parisiens décidés à la lutte à outrance, un acte de capitulation qui remet en cause la confiance dans le gouvernement. Le Comité central appelle une nouvelle fois à la levée en masse, à l'élection rapide de la Commune de Paris, à la remise immédiate de la police municipale entre les mains de la garde nationale et en conséquence la suppression de la préfecture de police. Le 22 septembre une délégation de la Garde nationale et du comité central des 20 arrondissements demande au gouvernement l'élection d'une Commune. Jules Ferry reçoit la délégation, donne sa parole d'honneur que le gouvernement ne traiterait à aucun prix et annonce les élections municipales pour la fin du mois. Trois jours après, un décret les ajourne indéfiniment...

Colonies

En Martinique, une insurrection marque le retour de la République

La nouvelle confirmant la défaite de Sedan et la proclamation de la République est arrivée par paquebot le 21 septembre.

Dans l'île, on se souvient que la précédente République de 1848 avait aboli l'esclavage, promis le suffrage universel et la généralisation de l'instruction primaire gratuite. On a oublié que l'indemnisation des esclavagistes leur laissait tous les pouvoirs.

Car les espoirs ont été vite déçus. L'empire a supprimé de fait le suffrage universel et la gratuité scolaire, et a donné plus de pouvoirs aux gouverneurs. Les postes sont restés aux békés, les esclavagistes et leurs descendants, et aux fonctionnaires français. Le travail forcé a été imposé aux anciens esclaves dont les déplacements furent limités, des camps de discipline furent instaurés, et ils ont fait payer à l'élite noire et mulâtre ses rêves d'ascension sociale.

Pour toutes, la république rêvée est parée des vertus de l'égalité, sa proclamation apparaît comme une promesse de justice enfin rendue. Le 22 septembre 1870 elle est proclamée officiellement dans toute la colonie, accueillie avec joie par des foules enthousiastes.

Des foules qui gardent en mémoire les injustices de la violente ségrégation raciale et

sociale et notamment celle concernant Léopold Lubin qui a mobilisé des milliers de personnes ces derniers mois. Le samedi 19 février 1870, ce jeune noir n'avait pas laissé le passage assez vite à Augier de Maintenon, blanc français officier de marine, sur la route où il travaillait. En réponse, il est jeté à bas de son cheval et frappé à coup de cravache. Il demande en vain justice aux autorités. Lorsque, deux mois plus tard, Léopold Lubin se venge en rendant la pareille à Augier de Maintenon, il est arrêté immédiatement et condamné à 5 ans de bague. Cette condamnation déclenche un mouvement de sympathie et de solidarité : des listes de souscription circulent pour payer l'amende et le pourvoi en cassation. Un des jurés scélérats est Codé, béké monarchiste, qui a fait flotter plusieurs mois à partir du 21 janvier 1870 un drapeau blanc, le symbole de l'esclavage, sur son habitation^[1]. Il se vantera d'avoir tout fait pour punir Lubin afin de montrer qu'un noir n'a pas à lever sa main sur un blanc.

Lorsque ce 22 septembre, le maire de Rivière pilote, commune du sud de la Martinique, proclame la république, les cris « Vive la république ! » s'accompagnent de « Mort à Codé », « Libérez Lubin ! ». Dans la soirée, la foule s'attaque à l'habitation Codé, tue le gardien et incendie le bâtiment. Le lendemain, la foule encore grossie croise la petite troupe appelée en renfort qui tire et tue deux manifestants et en blesse deux autres. C'est l'embrasement dans tout le Sud de la Martinique : la haine des békés oppresseurs et la faim des terres qu'ils accaparent sont très fortes. Dans la nuit et les jours qui suivent des dizaines d'autres habitations sont incendiées. Une troupe de 600 insurgé-es faiblement armés investit le bourg exigeant la libération de Lubin.

Parmi les insurgé-es se trouve une jeune couturière, Marie Philomène Roptus, dite « Surprise », appelée par les insurgés Lumina Sophie. Ses discours passionnés et sa force de caractère lui gagnent le surnom de « Lumina », on lui prête l'expression « il ne faut rien épargner, le Bon Dieu aurait une case sur la terre que je la brûlerais parce qu'il doit être un vieux béké ».

Le 24 au matin Codé est découvert, abattu et atrocement mutilé par la foule en colère.

Le gouverneur qui ne dispose pas assez de troupes pour contrôler la situation fait appel aux volontaires pour constituer des milices, les blancs affluent, armés jusqu'aux dents. Ces milices qui ont écrasé les révoltes des années 1820 et 1830 sont détestées par les masses noires. Leur entrée en scène à partir du 26 septembre modifie le rapport de force : elles attaquent avec la troupe le camp des insurgé-e-s et fait un massacre, arrêtant en outre plus de 150 insurgé-e-s, dont Lumina Sophie.

Ces événements sont ignorés de l'essentiel de la presse française.

En débat. Quelle République ?

Dans les événements de ces dernières semaines, deux conceptions de la république s'opposent, qui renvoient à l'affrontement de deux groupes sociaux en présence.

Pour ceux d'en haut, les parlementaires escamoteurs de révolution, les républicains modérés (sauf dans la répression des mouvements populaires), la république est bourgeoise, conservatrice. Soucieux avant tout de l'ordre, de la défense de la propriété privée, ils se méfient du peuple. Pour eux, la proclamation du 4 septembre est une fin, elle change les dirigeants sans changer le système, maintient les privilèges des dominants, les

hiérarchies en place : il faut que tout change en surface pour que rien de change au fond, que le capitalisme règne toujours.

Pour celles et ceux d'en bas, les ouvrier-es, les artisan-es, le petit peuple parisien, les républicains radicaux qui se réfèrent à 1793, les révolutionnaires socialistes, la révolution du 4 septembre n'est qu'un début. La seule proclamation de la république ne résout rien, car il subsiste trop de sujets qui n'ont pas trouvé de solution et sur lesquels l'affrontement commence.

La défense de la patrie est directement associée dans ces milieux populaires à la défense de la république et même de la révolution. Y compris dans les courants révolutionnaires le prolétariat français représente la cause sacrée du socialisme révolutionnaire : le peuple doit prendre les armes pour engager partout la guerre contre les allemands. La question de la mobilisation populaire, en dehors des structures militaires hiérarchiques, est donc un enjeu immédiat.

L'association des questions sociales et démocratiques s'illustre dans la défense de la perspective de « la Sociale », la République universelle. La question du pouvoir populaire, de la démocratie, des élections, ne se situe pas uniquement sur le plan des principes, des droits. Elle est un moyen de combat pour remettre en cause le fonctionnement du système économique, pour faire cesser l'exploitation : l'objectif est que cette révolution du 4 septembre soit un départ de la révolution sociale.

Était-il possible le 4 septembre, ou est-il possible aujourd'hui de balayer ce nouveau pouvoir bourgeois républicain pour cela ?

Ce n'est pas certain, comme le dit la circulaire adressée par le Conseil fédéral parisien de l'AIT aux « frères » de province :

« Par tous les moyens possibles, nous concourons à la Défense nationale qui est la chose capitale du moment... Nous ne négligeons pas pourtant les précautions à prendre contre la réaction épargnée et menaçante. Nous organisons en ce sens nos comités de vigilance dans tous les quartiers... C'est, croyons-nous dans ce sens que nous devons agir : 1°) surexciter par tous les moyens possible le patriotisme qui doit sauver la France révolutionnaire ; 2°) prendre des mesures énergiques contre la réaction bourgeoise et bonapartiste et pousser à l'acceptation des grandes mesures de défense par l'organisation des comités républicains, premiers éléments des futures communes révolutionnaires. Notre révolution à nous n'est pas encore faite ... »

Notes

[1] Nom dans les colonies des exploitations agricoles et industrielles dirigées par les békés, sur lesquelles habitent les maîtres.